

Le retour attendu

Plus de huit sondés sur dix sont favorables à l'indexation automatique des salaires

Sur le plan de l'indexation automatique des salaires, le pays condamne le gouvernement. Contrairement à son intervention dans la crise.

Pour ou contre l'intervention de l'Etat dans la crise bancaire? Pour ou contre l'indexation automatique des salaires abandonnée suite aux accords de tripartite? Suffisants, les petits cadeaux fiscaux inscrits au budget 2009 de l'Etat?

Le pays est en crise, non politique mais économique. Et chacun, dans un climat d'une morosité rarement atteinte, se débat. Au niveau du gouvernement, dont l'action est saluée par le monde politique, économique, social et par la population. Au niveau des syndicats qui vivent en pleine campagne électorale (les élections sociales se tiennent le 12 novembre). Au niveau économique où, comme le dit Pierre Gramegna, directeur de la Chambre de commerce, il s'agit plus que jamais de garder la tête froide, éviter de laisser vieillir l'outil.

Que deviendra, dans tout ce chahut, le budget de l'Etat 2009 que le duo de choc Juncker-Frieden vient à peine de dévoiler?

Un budget qu'il eût fallu reporter, au risque d'accentuer encore l'incertitude?

Il paraît évident, aujourd'hui, que les prévisions seront modifiées.

Notamment parce que le PIB (produit intérieur brut) n'atteindra pas les 3 % escomptés Et que les recettes fiscales générées par l'activité financière et économique ont peu de chances de répondre aux pronostics du ministre Frieden.

CLASSES MOYENNES

Mais que pense de tout cela la population luxembourgeoise et résidente? Le Jeudi, par un sondage exclusif confié à l'institut TNS-ILRes, apporte quelques éléments de réponse.

Mais le plus marquant est sans conteste la supplique, soutenue d'ailleurs par les syndicats, du retour de l'indexation automatique des salaires.

Une indexation repoussée une nouvelle fois, lors de la présentation du budget, par le gouvernement.

Toujours est-il que, en chiffres, on en arrive à ce qui suit.

SONDAGE EXCLUSIF

Pour réaliser ce sondage, TNS-ILRes a interviewé 425 personnes dont 305 Luxembourgeois, 37 Portugais et 83 «autres». Soit, selon les calculs de pondération, 257 Luxembourgeois, 63 Portugais et 105 «autres». Soit, aussi, 208 hommes et 217 femmes. Les résultats tiennent aussi compte de la région du pays, de l'âge, du niveau d'instruction, de la profession, des revenus.

Le sondage a fait l'objet de trois questions: êtes-vous pour l'intervention de l'Etat dans la crise des banques? dans le contexte de la baisse généralisée des impôts prévue par le budget de l'Etat 2009, êtes-vous en faveur du retour à l'indexation automatique des salaires? les cadeaux fiscaux du budget 2009 sont-ils, selon vous, suffisants pour rétablir le pouvoir d'achat dans un contexte de crise économique et de morosité généralisée?

Les résultats complets sont repris sur www.le-jeudi.lu

**Un reportage de
MARC FASSONE, MICHEL PETIT et JÉRÔME QUIQUERET**

53% des sondés se disent «tout à fait pour» l'indexation; 28% se disent «plutôt pour». Donc, 81% sont «pour». Bien plus que les Portugais (75%), les Luxembourgeois (83%) appellent de leurs vœux une modification sur ce point de la politique gouvernementale. Seuls 11% des sondés disent ne pas être en faveur du retour à l'indexation.

Femmes et hommes (81 et 82%) sont sur la même longueur d'onde.

Inactifs (77%), titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (61% contre 87% sortis de l'enseignement secondaire) et étudiants (70%) sont les moins favorables au retour de l'indexation. Ce sont manifestement les classes moyennes (86 à 88%) qui se montrent le plus favorables à la dite indexation

En gros, plus on gagne, plus on souhaite voir son salaire indexé.

INDÉPENDANT

Qui a dit que les indépendants étaient... indépendants et, à ce titre, contre toute intervention de l'Etat? Le sondage met en exergue un chiffre impressionnant, unique même: 100 % des indépendants se disent favorables à l'intervention de l'Etat dans la crise bancaire. 100 % sans doute parce que les indépendants et les entrepreneurs sont, à l'occasion, demandeurs d'emprunts, donc de banques, afin d'investir pour ne pas laisser vieillir l'outil de travail, pour mieux survivre. Un chiffre à prendre avec des pincettes toutefois puisque seuls 6 (sur 425 sondés) ont été interviewés.

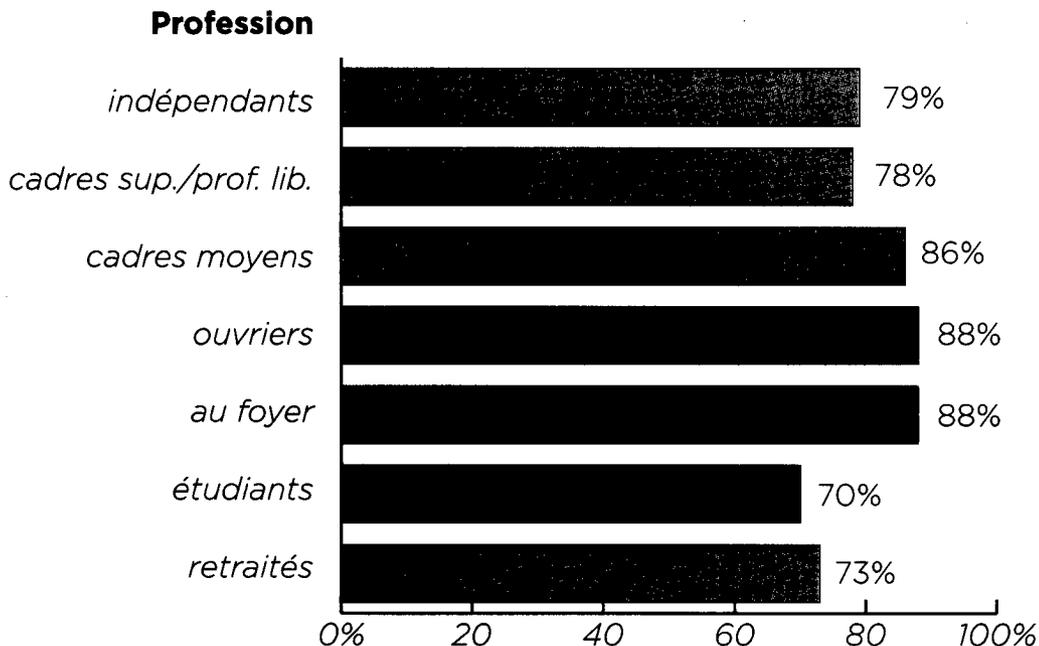
«PAS GRATUIT»

Le Premier ministre, Jean-Claude Juncker, l'a redit devant la Chambre des députés, craignant l'indignation populaire: «*La mise à disposition de la garantie étatique pour le crédit interbancaire ne doit pas être gratuite mais payée par les banques.*»

«*La garantie étatique est essentielle pour que l'économie européenne et luxembourgeoise ne cède pas*» car «*les banques ne se font plus confiance*».

Le 15 octobre, les députés ont voté en faveur d'un emprunt étatique de trois milliards d'euros, constitué à hauteur de deux milliards que les épargnants pourront abreuver en échange d'obligations. Un demi-million vient d'emprunts déjà votés mais pas dépensés. Le reste est en réserve.

En faveur d'un retour à l'indexation des salaires



Source: TNS-ILReS-Le Jeudi - infographie Le Jeudi